ils

défendent

nos

libertés

© Union européenne, Parlement européen, 2017

Photographies
Enri Canaj / Magnum Photos
Bieke Depoorter / Magnum Photos
Jérôme Sessini / Magnum Photos
Newsha Tavakolian / Magnum Photos,
assistée de Amine Landoulsi

Textes
Éric Fottorino, assisté de Manon Paulic

Design graphique
Hello Dune Lunel

Remerciements
Les boursiers Sakharov : Asma Kaouech,
Ameha Mekonnen, Jadranka Miličević
et Samrith Vaing
Pour Magnum Photos : Clarisse Bourgeois,
Antoine Kimmerlin, Nikandre Koukoulioti,
Giulietta Palumbo, Claire Saillard
et Pauline Sain

Les opinions exprimées dans ce livre sont celles
des auteurs et ne reflètent pas nécessairement
la position officielle du Parlement européen.

ils défendent nos libertés

30 ans du prix Sakharov

Double page suivante : **Guy le Querrec**
Allemagne, Berlin. 1989.
Des jeunes gens célèbrent la nouvelle année au sommet du mur de Berlin.

Sommaire

Avant-propos 9

Samrith Vaing 14
Asma Kaouech 48
Ameha Mekonnen 82
Jadranka Miličević 114

Ils défendent nos libertés 151
Le prix Sakharov 167
Les lauréats du prix Sakharov 168
Le rôle du Parlement européen 170

Avant-propos

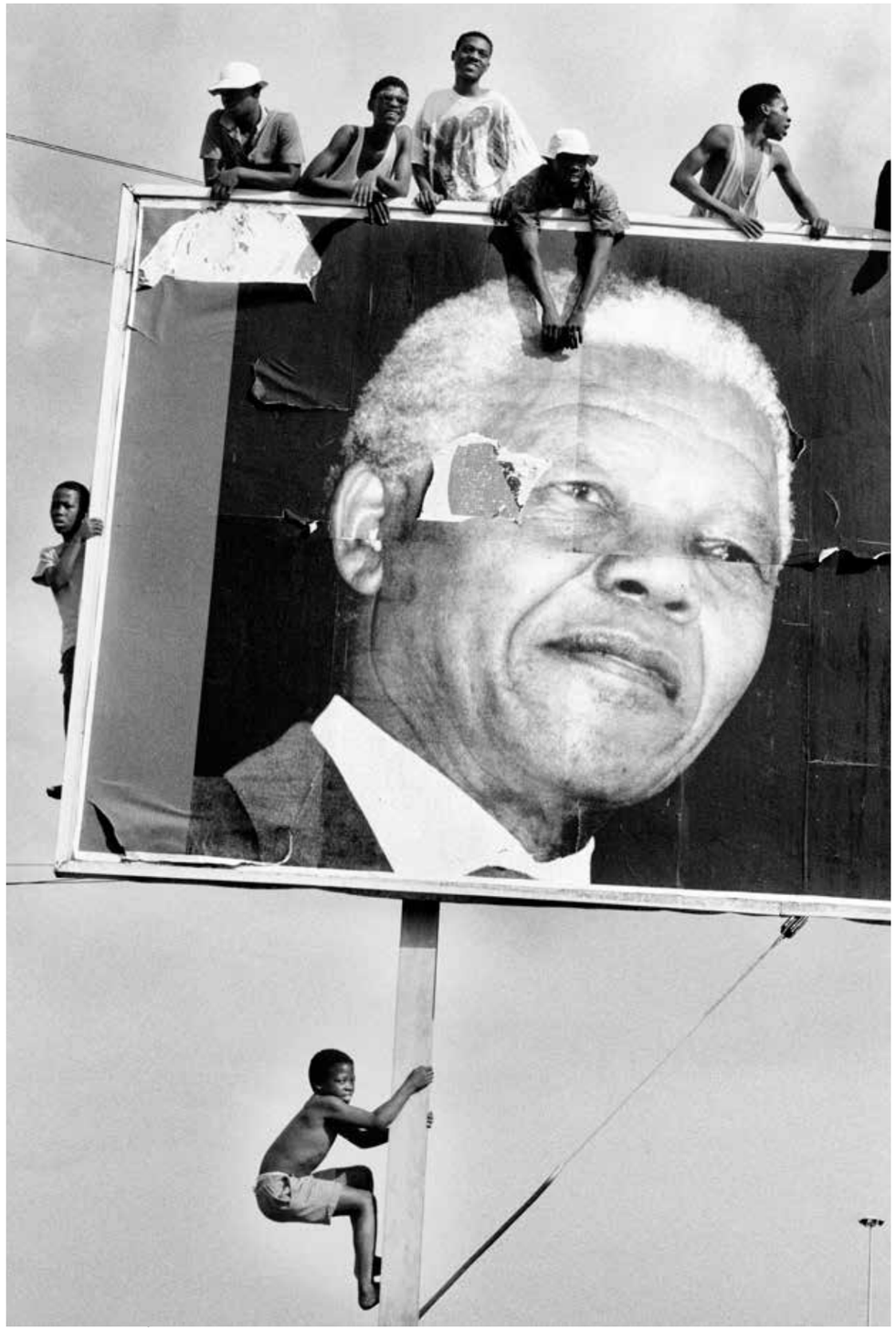
Antonio Tajani,
Président du Parlement européen

Le prix Sakharov, dont nous célébrons le trentième anniversaire, est autant d'actualité aujourd'hui qu'il l'était en 1988 lorsqu'il a été décerné pour la première fois, à Nelson Mandela et Anatoli Martchenko. La lutte pour les droits de l'homme demeure en effet une priorité pour le Parlement européen. Le prix Sakharov pour la liberté de l'esprit est une initiative phare de notre engagement plus large en faveur des droits de l'homme, qui sont au cœur de nos valeurs communes.

Accordé à de nombreuses personnalités exceptionnelles, le prix Sakharov est devenu au fil du temps bien plus qu'une cérémonie annuelle : il est désormais un porte-voix pour les lauréats. Le Parlement européen intègre ces derniers dans le réseau du prix Sakharov et les aide dans leur rôle d'ambassadeur veillant à promouvoir l'esprit de l'initiative. Avec eux, nous avons mis sur pied la bourse Sakharov pour les défenseurs des droits de l'homme, afin d'apporter notre soutien aux militants dans le monde entier.

Ce livre s'adresse à tous ceux qui, à l'instar des lauréats, luttent pour leurs droits et pour une société plus juste tout en incitant les autres à faire de même. Je ne peux qu'exprimer mon admiration et mon soutien à l'égard des quatre courageux boursiers du prix Sakharov — quatre parmi tant d'autres — dont le travail et la vie emblématiques sont l'objet de ce livre. Je souhaiterais également saisir l'opportunité de remercier Éric Fottorino, éminent journaliste et écrivain, qui réussit à raconter leur histoire tout en suscitant la réflexion par son essai sur les droits de l'homme dans le monde, ainsi que Jérôme Sessini, Bieke Depoorter, Enri Canaj et Newsha Tavakolian, quatre photographes de renom, dont les images font tant pour donner vie à ces histoires.

Ces dernières années, l'espace qu'occupait la société civile s'est progressivement réduit de par le monde. Les organisations qui cherchent à défendre les droits fondamentaux de leurs concitoyens sont parfois accusées dans leur



pays d'être des agents étrangers ; on recourt à l'intimidation, à l'emprisonnement et à la torture pour les réduire au silence. Les droits fondamentaux sont également remis en cause dans le monde occidental et au sein même de l'Union européenne. Les libertés les plus élémentaires de nos concitoyens sont menacées par un terrorisme mondial, que nous devons combattre avec détermination, sans pour autant empiéter sur nos libertés fondamentales.

À ce jour, le prix Sakharov a honoré à trois reprises des militants cubains pour la démocratie : Guillermo Fariñas, en 2010, les Dames en blanc, en 2005, et Oswaldo José Payá Sardiñas, en 2002. Décerné à Hu Jia en 2008 et à Wei Jingsheng en 1996, le prix a voulu, par deux fois, mettre en évidence la longue et difficile lutte pour les droits de l'homme en Chine. Nous avons également salué l'action des militants iraniens Nasrin Sotoudeh et Jafar Panahi en 2012, ainsi que celle de l'organisation non gouvernementale russe Memorial en 2009.

La liberté de la presse se trouve aujourd'hui menacée dans de nombreux pays, où les gouvernements tentent de réduire au silence et d'opprimer les journalistes. En remettant le prix Sakharov à Reporters sans frontières en 2005, à l'Association biélorusse des journalistes en 2004 et à Oslobodjenje en 1993, le Parlement européen a voulu rendre hommage à des personnalités charismatiques qui ont érigé le journalisme indépendant en clé de voûte de la démocratie.

Les femmes sont — encore à l'heure actuelle — les plus exposées aux violations des droits de l'homme. Malala Yousafzaï et Hauwa Ibrahim, lauréates respectivement en 2013 et 2005, se battent pour défendre et promouvoir les droits de celles-ci, y compris par l'accès à l'éducation. En 2016, le prix Sakharov a distingué Lamiya Aji Bachar et Nadia Mourad, deux courageuses femmes yézidies originaires d'Iraq, et en 2014, le médecin congolais Denis Mukwege, qui se sont élevés contre les violences insoutenables dont sont victimes les femmes et les enfants lors de conflits.

Le prix Sakharov honore également le plus intime de tous les droits humains, la liberté de pensée elle-même. Des lauréats, tels que le blogueur saoudien Raïf Badawi, ont été envoyés en prison pour avoir exprimé leurs idées.

Trois décennies durant, les lauréats du prix Sakharov ont été une source durable d'inspiration. Mon espoir est qu'au cours des trente prochaines années, cette inspiration qu'ils nous offrent incite d'autres personnes à faire preuve de compassion, à s'engager et à lutter pour un monde plus juste. Le prix Sakharov ne s'en trouvera ainsi que renforcé.

Page de gauche : **Ian Berry**
Afrique du Sud, Lamontville. 1994.
Des soutiens de Nelson Mandela attendent son arrivée lors des élections présidentielles.

Double page suivante : **Stuart Franklin**
Chine, Pékin. 1989. *Rassemblement sur la place Tian'anmen, qui sera durement réprimé quelques jours plus tard.*

Samrith Vaing

Cambodge

par Jérôme Sessini

Samrith Vaing a 35 ans. Il se présente d'emblée comme un indigène. Il appartient à la minorité des Bunong, une des vingt-quatre communautés du pays, une des plus nombreuses et des plus anciennes aussi, puisqu'elle est implantée depuis plus de deux mille ans dans la province du Mondol Kiri, à l'est du Cambodge, près de la frontière vietnamienne.

Ce qui a frappé le photographe Jérôme Sessini, qui l'a accompagné plusieurs jours durant, c'est la sérénité absolue des paysages et des gens. La simplicité des villageois, leur authenticité qu'ils veulent à tout prix conserver. « Rien d'abstrait ni d'idéologique dans leur démarche », explique le reporter habitué aux zones de guerre sous extrême tension. Ici, tout semble propice à l'apaisement. « C'est difficile de montrer la violence politique », souligne-t-il. Il l'a pourtant sentie lors de leur déplacement à Stoeng Treng. Samrith voulait se rendre dans des villages situés dans la forêt, mais des forces de police et des militaires en bloquaient l'accès. Impossible d'établir le contact avec les communautés locales. Le militant des droits de l'homme a voulu passer coûte que coûte, tant lui tenait à cœur de faire comprendre à son visiteur les difficultés rencontrées par ces communautés livrées aux appétits de compagnies chinoises qui les exproprient de leurs terres avec la complicité du gouvernement. Jérôme Sessini a refusé qu'il prenne un tel risque. Le danger était trop grand.

Le décor est planté, avec ses enjeux. Ici, la défense des libertés individuelles se confond avec celle de l'environnement, de la forêt, de ses habitants, hommes et animaux, comme ces singes qui partagent la vie des familles ou ces chiens qui apparaissent sur les photos comme d'authentiques personnages. Quand le photographe est arrivé au Cambodge, Samrith Vaing était heureux à l'idée de parler anglais toute une semaine. Ainsi pourrait-il améliorer sa pratique de la langue pour mieux porter encore son message auprès des autorités internationales et de tous ceux qu'il veut sensibiliser à sa cause. Précisément, c'est le lien entre l'homme et la terre, la préservation des milieux naturels et la lutte contre les dérèglements climatiques qui occupent et préoccupent ce militant de terrain. « I go to the ground », répète-t-il à l'envi, une manière de montrer qu'il se tient au plus près des gens, de leurs problèmes, de leurs inquiétudes.

Cambodge, Prame. Juillet 2017.
Samrith Vaing, défenseur des droits de l'homme et boursier du prix Sakharov.

Cambodge, province de Stoeng Treng.
Déforestation causée par l'exploitation intensive du bois, l'expansion des terres arables et la construction de barrages.

Double page suivante :
Cambodge, province de Mondol Kiri.
Les Bunong constituent le plus important groupe ethnique des régions montagneuses du Cambodge. Ils vivraient dans la province de Mondol Kiri depuis environ deux mille ans.

« Je m'intéresse particulièrement à la forêt », explique-t-il. « J'attends du gouvernement qu'il agisse et qu'il nous rejoigne dans cette démarche. Mais rien n'est fait. Au contraire. La forêt a disparu. Certains activistes ont été tués ou sont aujourd'hui en prison. D'autres ont pris peur à cause des pressions qu'ils subissent, et ils ont fini par se désengager. » Pour Samrith Vaing, en revanche, pas question de se laisser intimider. Il veut se battre pour les siens, contre toutes les injustices. Ne laisser personne sur le chemin. Sauver la nature pour sauver l'homme.

C'est le spectacle de ce pays et des habitants de la forêt qui a poussé Jérôme Sessini à renoncer à la couleur. À ses yeux, la façon authentique dont vivent ces villageois imposait le noir et blanc. « Pour aller à l'essentiel », dit-il, «mieux restituer la beauté en débarrassant l'image de tout ce qui semble inutile.» Comme s'il voulait établir une relation encore plus directe entre son sujet et celui qui le découvre. Qu'a-t-il vu de si prenant dans ce Cambodge toujours aux prises avec les fantômes du génocide perpétré par les Khmers rouges entre 1975 et 1979 ? Au Musée de la mémoire de Phnom Penh, Jérôme Sessini a vu ces milliers de photos de victimes, ces visages à jamais silencieux mais si parlants. Sans doute a-t-il puisé dans leurs expressions une part de la gravité qui enveloppe ses images. Comme sur ce marché à ciel ouvert, à Stoeng Streng, où une jeune femme, le regard déterminé, vend ses produits maraîchers sous la pluie. Ici, les indigènes sont sans cesse menacés d'expulsion depuis qu'a commencé la construction du barrage par une compagnie chinoise. Pour les forcer à partir, les autorités locales interdisent aux Bunong l'accès aux marchés couverts qui existent pourtant. En les laissant dehors, exposés aux intempéries, elles essaient de les décourager. Elles savent aussi qu'en leur imposant ces conditions précaires, elles feront diminuer leurs revenus. Alors, espèrent-elles, les Bunong accepteront les propositions du pouvoir central : quitter leur maison, être relogés loin de chez eux, loin de leurs terres ancestrales, dans des habitations anonymes, dans des lieux sans histoire. Ces programmes de relocalisation sont la hantise des Bunong de la forêt qui ne demandent rien sinon de pouvoir rester sur les terres où ils ont toujours vécu. Samrith Vaing est à leurs côtés. Il sait que les puissants n'ont pas d'états d'âme. Le clan qui tient le pays peut raser des milliers d'hectares sans sourciller, et peu lui importe si des villages se trouvent au milieu ! L'intérêt financier l'emporte sur tout.

C'est là que Samrith intervient, par l'intermédiaire de son organisation, la Community Development Cambodia (CDC). « Longtemps j'ai travaillé dans une association nationale basée dans la capitale », explique-t-il. « Nous avions peu de financements, donc peu de moyens pour nous déplacer. Maintenant, je suis de retour dans ma province de Kratie, un endroit très touristique. Les difficultés sont de tous ordres. Ici, les indigènes sont confrontés à l'invasion de la canne à sucre. Des entreprises chinoises et vietnamiennes prennent les terres, détruisent la forêt et plantent de la canne.

Ailleurs, le problème vient des plantations d'hévéas destinés à la fabrication du caoutchouc. Près de la frontière avec le Viêt Nam, ce sont les fermes produisant de l'huile de palme qui menacent la vie des habitants et l'accès aux ressources naturelles. » À l'origine de ces graves déséquilibres, la politique du gouvernement qui distribue des licences aux entreprises étrangères contre de l'argent, permettant ainsi à des investisseurs peu scrupuleux de s'emparer des terres. La corruption règne et met la forêt cambodgienne en coupe réglée. « Les entreprises qui s'implantent ici produisent de faux rapports, prétendant que leur impact n'affectera pas la vie des populations. Les pouvoirs publics ferment les yeux. Les firmes étrangères ne tardent pas à défricher de très grandes surfaces. Le bois part au Viêt Nam, puis en Chine pour être vendu. » Les photos de Jérôme Sessini se passent de commentaires. Combien de paysages désolés, dévastés, comme après un tremblement de terre ! Les sols privés de leurs arbres et de couvert végétal deviennent instables. Les inondations font des dégâts monstres. Il n'est que les enfants pour s'en réjouir en plongeant dans ces mers surgies en quelques heures au milieu de nulle part.

À ces populations menacées d'être chassées de chez elles, Samrith Vaing apporte une arme clé : la connaissance de leurs droits. « S'ils ne les connaissent pas, comment pourront-ils se défendre ? » Malgré les risques encourus, il n'hésite pas à s'exprimer dans les médias quand il le faut, ni à donner son nom publiquement. Il utilise les réseaux sociaux, diffuse de nombreuses vidéos. Il a même créé sa chaîne YouTube pour informer sur son action. Mais sa démarche est avant tout altruiste : « Je reste dans l'ombre pour aider les indigènes. Je suis derrière eux pour les aider à construire leur défense. Mon but est de faire émerger une conscience, pas de me battre contre des entités précises. J'évite de pointer le gouvernement du doigt. Ma stratégie est de ne pas le critiquer directement mais de mettre en évidence des faits répréhensibles. Je concentre aussi mon travail sur le réchauffement climatique. Cette question et celle des conditions de vie sont intimement liées. Je l'ai appris en observant la situation en Malaisie. Les autochtones se nourrissent des richesses de la forêt : le miel, le gibier ; ils récupèrent aussi la résine et la gomme. En retour, ils en prennent soin. Quand ils protègent la forêt, le réchauffement climatique ralentit. Ici, au Cambodge, les indigènes se battent pour que le gouvernement agisse et garantisse leurs droits : celui d'accéder aux terres, aux ressources de la nature ; celui d'avoir des écoles, des routes et des hôpitaux. Si ces questions vitales ne sont pas réglées tous ensemble, de graves conflits éclateront. »

Sa flamme, son énergie, sa volonté, Samrith les transmet inlassablement aux familles qu'il rencontre pour les épauler dans la lutte pour leurs droits. Il suffit d'accrocher les regards saisis par Jérôme Sessini pour y lire une calme détermination, ce mélange de sérénité et de fermeté qui ont tant marqué le photographe. Visage de femme devant le complexe industriel chinois Rui Feng, soupçonné de s'être accaparé 500 hectares de façon illicite pour planter de la canne à sucre dans la province de Preah Vihear. Visages de ces villageois de la minorité Kui, dans le village de Prame, femmes et enfants, pêcheurs, écoliers, qui veulent tout simplement que rien ne change dans leurs vies. Les regarder est une leçon de courage et une source d'espoir.

Cambodge, Stoeng Treng.
Femme bunong vendant ses produits aux abords du marché de Stoeng Treng.

Cambodge, province de Stoeng Treng.
Samrith Vaing (à droite) rend visite à une famille bunong relogée par le gouvernement. À cause de l'exploitation de la forêt et de la construction de barrages par des groupes industriels chinois, les communautés autochtones sont forcées par le gouvernement cambodgien de quitter leurs terres ancestrales.

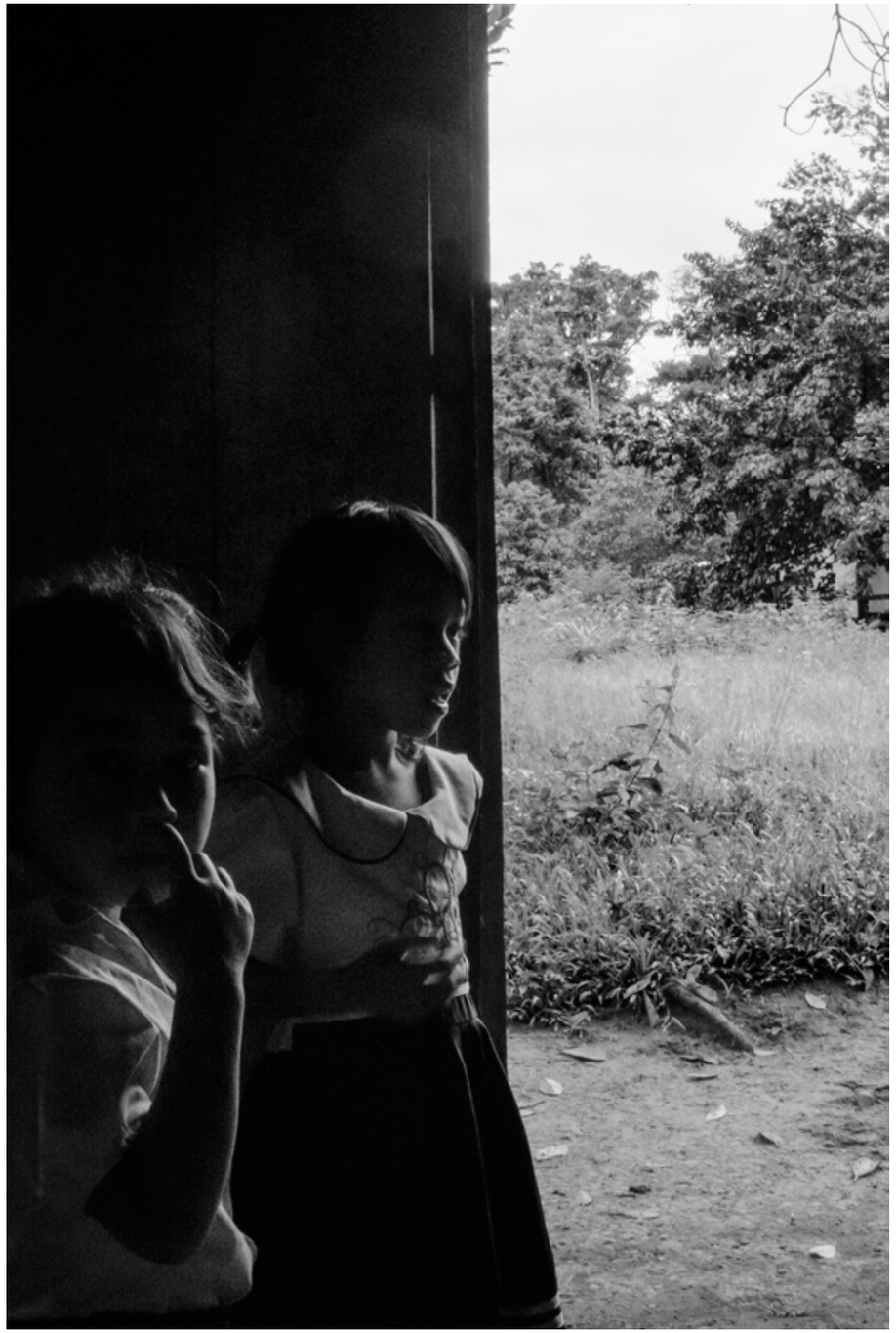
Cambodge, province de Preah Vihear.
M. Cheom Kol vit en face du complexe industriel chinois Rui Feng. Les familles accusent Rui Feng International d'avoir défriché illégalement près de 500 hectares de terrain afin d'y créer une plantation de canne à sucre.

Cambodge, province de Preah Vihear.
Un enfant de la minorité bunong nage après qu'une forte pluie a causé des inondations.

Cambodge, province de Stoeng Treng.
Une enfant bunong dans un camp de relogement du gouvernement.

Double page précédente et page de gauche :
Cambodge, province de Preah Vihear.
Des enfants de la minorité bunong jouent le long de la route.

Cambodge, province de Preah Vihear.
Jeune femme bunong pêchant.



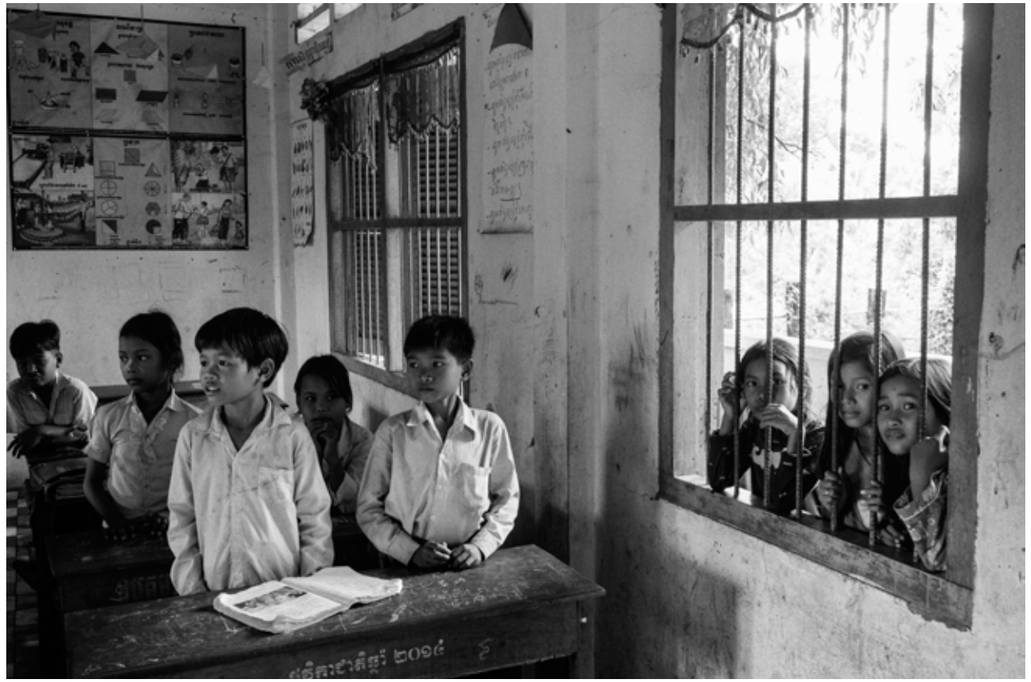
Pages de gauche et droite :
Cambodge, province de Mondol Kiri.
Enfants de la minorité bunong avant la messe dominicale de l'église chrétienne de Laoka.

Ci-dessus : Cambodge,
province de Mondol Kiri. *Messe célébrée dans l'église de Laoka.*

Page de droite : Cambodge, Prame.
Enfants kui dans le village de Prame.

Double page suivante : Cambodge,
Anlong Srey. *Membres de la minorité indigène kui dans le village d'Anlong Srey. Les Kuis sont activement engagés dans la protection de la forêt de Prey Lang.*

Cambodge, province de Stoeng Treng.



Ci-dessus : Cambodge, province de Preah Vihear. *Des enfants, majoritairement de la communauté kui, à l'école.*

Double page suivante : Cambodge, province de Preah Vihear. *Une famille bunong vivant en face du complexe industriel Rui Feng.*

Page de gauche : Cambodge, Prame.
Jeune femme kui dans le village de Prame.

Ci-dessus : Cambodge, province de Preah Vihear. *Vue du complexe industriel Rui Feng.*

Double page suivante : Cambodge, Prame.
Enfants kui dans le village de Prame.

Pages de gauche et droite : Cambodge, Prame.
Militante des droits de la minorité kui.

Double page suivante : Cambodge, province de Preah Vihear. *Écoliers de la minorité bunong le long d'une route.*

Asma Kaouech

Tunisie

par Newsha Tavakolian

Asma Kaouech a 25 ans. Elle est juriste. Son père était professeur de philosophie. Il lui a donné de bons conseils : ne pas regarder la télévision de Ben Ali, préférer ouvrir des livres, ceux de Kant, d'Heidegger ; étudier la démocratie, les libertés individuelles, les droits des femmes. « Il m'apportait beaucoup de livres sur le féminisme », raconte la jeune Tunisienne élevée dans la capitale mais originaire du Sud.

« Dès l'enfance, il m'a appris comment être un humain qui porte des valeurs. » Porter des valeurs comme on porte un espoir. Ces quelques paroles singularisent cette militante dont le baptême du feu remonte à 2011, deux semaines avant la révolution qui entraînera la chute et le départ du dictateur Zine el-Abidine Ben Ali. Certes, la Tunisie peut s'appuyer sur des milliers d'Asma à travers le pays, comme le souligne la photographe iranienne Newsha Tavakolian qui l'a suivie, et c'est une richesse humaine considérable. Mais cette Asma-là, par ses mots, par ses gestes, par sa manière de transformer en clowns blancs des enfants des rues désœuvrés prêts à mal tourner, est unique.

Tunisie, Tunis. Août 2017.
Asma Kaouech, 25 ans, boursière du prix Sakharov, dirige Fanni Raghman Anni, une association tunisienne de défense des droits de l'homme. C'est une des premières organisations à avoir mis en place des ateliers artistiques pour lutter contre la radicalisation des jeunes.

D'abord il y a la douleur d'un homme, Mohamed Bouazizi, dont l'immolation à Sidi Bouzid le 17 décembre 2010 a déclenché une vague de protestations sans précédent, la plainte de tout un peuple épuisé par le régime policier de Ben Ali et de son clan. Les peuples, une fois libérés, ne savent pas toujours que faire de cette liberté. Viendra donc ensuite le temps du pouvoir confié aux islamistes du parti Ennahda. Autre douleur. Mais le train de l'histoire est en marche, tiré par la rue qui réclame une nouvelle assemblée constituante, une nouvelle Constitution, finalement adoptée le 26 janvier 2014. Asma est heureuse : « Ce texte garantit beaucoup de nouveaux droits : l'égalité hommes-femmes ; le droit des jeunes de participer à la politique ; la liberté de conscience, une avancée majeure. » Comme nombre de ses compatriotes, elle n'a pas lutté pour rien. Elle n'a pas protesté pour rien. Elle n'a pas fait deux jours de prison pour rien, avant la révolution, quand la police de Ben Ali

Tunisie, Tunis.
Jeunes comédiens et comédiennes travaillant avec l'association Fanni Raghman Anni.

Tunisie, Tunis.
Groupe d'enfants et d'adolescents dans le musée du Bardo lors d'un atelier de prévention de la radicalisation. Un ami d'enfance d'Asma Kaouech faisait partie des assaillants du musée lors de l'attaque terroriste de 2015. Ce fut une véritable prise de conscience pour la jeune femme. Elle organise désormais des visites pour des jeunes sur le site de l'attaque afin de revenir sur l'histoire du pays et sur les événements de 2015. Durant les visites, elle est toujours accompagnée d'un psychologue.

Asma Kaouech

l'a jetée derrière les barreaux. Elle en est ressortie après avoir promis l'impossible : ne plus exprimer ses opinions politiques, s'engager par écrit à ne plus manifester, à étudier, à simplement étudier, et à rentrer chez elle, bien sagement. « Dieu merci, la révolution est arrivée », dit Asma. « Un des plus beaux moments de ma vie ! Tant de choses m'ont touchée, comme ces gens qui s'organisaient pour assurer la protection de leur quartier. Ils patrouillaient. Les femmes préparaient les repas. On se retrouvait tous, pour partager nos histoires, nos malheurs, nos aspirations. » La société civile se bat contre les islamistes qui veulent imposer la religion au sein de l'État. Asma sera la seule étudiante à s'imposer comme stagiaire dans la nouvelle Assemblée. Elle veut voir ce que décident les députés. Ils lui disent : « Va à la plage ! » Elle reste là. Ils ne connaissent pas Asma l'obstinée. C'est à ce moment qu'Asma et une poignée de militants créent Fanni Raghman Anni (FRA), littéralement « artiste malgré moi ». Une révolution dans la révolution. L'oralité, les corps qui bougent, qui s'expriment, qui luttent. « Pendant les sit-in et les manifestations, on a commencé à utiliser le théâtre de rue, l'art et la culture comme une tactique nouvelle pour défendre les droits de l'homme, pour attirer l'attention des gens. » Simple mouvement né en 2011, FRA devient une association deux ans plus tard, après avoir rodé ses pratiques anarchistes dans les cafés. « Notre mission principale était de lutter contre la marginalisation dans les régions intérieures, dans les quartiers, auprès des jeunes, des plus pauvres », explique la juriste aguerrie dans ce combat de rue que peut devenir l'art oratoire, le mime, le geste qui interpelle. Un combat pacifique pour que chacun puisse se reconnaître en l'autre, dans ses faiblesses, ses espoirs, ses colères, son désarroi. Trois actions sont alors menées de front : l'organisation d'ateliers dans toute la Tunisie, qui durent une dizaine de jours, rassemblant une trentaine de jeunes qui doivent « performer » autour du thème des droits de l'homme ; des représentations artistiques sur le même sujet, organisées avec des acteurs professionnels ; enfin, en Jordanie, au Liban, en Turquie, des activités dans les camps de réfugiés pour offrir aux populations marginalisées un apport social, culturel et humanitaire. C'est forte de cette expérience de terrain que, tout naturellement, Asma a orienté son action vers la prévention de la radicalisation. « La Tunisie est le premier foyer exportateur de jeunes djihadistes », souligne la jeune femme. « Notre projet s'appelle "We Are Here". Les droits de l'homme sont liés à la paix ; il faut donc la préserver par ce travail en amont. Nous avons un bureau au centre de Tunis, où je travaille pratiquement à plein temps. Nous sommes cinq salariés entre 20 et 29 ans. Nous recevons des financements des Nations unies et de l'Union européenne. » Prévenir la radicalisation. Ces mots résonnent avec force dans la bouche d'Asma. « Notre bureau a été incendié en 2014, lors de l'anniversaire de la révolution. Je me suis sentie en danger. Des "performeurs" ont aussi été attaqués physiquement par des salafistes alors qu'ils se produisaient sur scène. Les artistes ont été envoyés en prison, pas les salafistes. Eux sont restés libres. »

Le sujet est sensible. La Tunisie a connu ces dernières années des attentats sans précédent dans son histoire, comme ce 26 juin 2015 quand un terroriste en tenue de vacancier, sa kalachnikov cachée dans un parasol, tua froidement 39 personnes et en blessa autant près de Sousse. Le 18 mars de la même année, au musée du Bardo, à Tunis, 21 touristes étaient déjà tombés sous les balles des tueurs. Et le 24 novembre 2015, une attaque terroriste prenait pour cible un bus de la garde présidentielle. Trois attentats revendiqués par Daech, avant un quatrième, meurtrier lui aussi, le 7 mars 2016 à Ben Guerdane, près de la frontière libyenne, qui fit une cinquantaine de victimes dont une trentaine de djihadistes.

Asma et ses amis connaissent le détail de ces drames. Par leur action auprès de jeunes chômeurs tentés par la délinquance ou au bord de la radicalisation, ils tentent d'éradiquer ces pulsions de mort à la mesure de leur désespoir. L'objectif de Newsha Tavakolian a su capter à merveille le clair-obscur de cette démarche vitale. La partie claire, ce sont ces jeunes emmenés par Asma au musée du Bardo pour

leur montrer, à travers l'art de la mosaïque, combien leur histoire est grande et source de fierté. Sans elle, sans sa main tendue, jamais ces exclus n'auraient eu l'idée de se rendre dans ce lieu de lumière, comme s'il leur était étranger ou interdit. Claire encore cette énergie qui se dégage des visages peints et des corps projetés dans le théâtre improvisé au coin d'une rue ou dans un parc de Tunis, pour partager avec un public curieux l'histoire de leurs vies, leurs « galères », leurs angoisses, les humiliations qui les ont mis à genoux, qui leur « donnent la haine », parfois au point de vouloir tuer ou de vouloir se tuer, comme Mohamed Bouazizi. Clairs enfin ces dessins réalisés par les mêmes marginaux quand Asma et son équipe leur demandent de dessiner la maison de leurs rêves. « J'ai réalisé que la radicalisation n'avait rien à voir avec l'Islam », insiste la photographe. « Ces jeunes sont en colère, car ils se sentent exclus de la prospérité. Leurs frustrations viennent de l'absence d'opportunités de s'en sortir, sauf à "dealer" de la drogue. La chance, la sécurité matérielle, ce n'est pas pour eux. Ils dessinent de grandes maisons pour dénoncer les inégalités et les injustices dont ils se sentent victimes. » L'exercice est édifiant. Certains représentent une maison isolée des autres, comme pour mieux souligner qu'ils sont à part et ne feront jamais vraiment partie de la société. Les feutres posés, les membres de l'association incitent à la discussion, expliquent, écoutent, rassurent. Les jeunes peuvent exprimer librement leurs sentiments sans se sentir jugés ou réprouvés. C'est la prévention par la bienveillance et l'empathie, des valeurs qui ont frappé Newsha tout au long de son reportage auprès d'Asma. La partie obscure, ce sont ces visages de jeunes gens menacés par la radicalisation. Garçons ou filles, leurs regards sont des signaux de détresse. Leurs expressions, tantôt résignées, tantôt passives ou interrogatives, Asma les connaît. C'est pour les chasser qu'avec d'autres jeunes elle se bat pour la liberté d'expression en Tunisie, pour que ces exclus trouvent enfin de meilleures raisons de vivre que de mourir, que de tuer. « Je suis très fière de la jeunesse tunisienne », insiste celle qui reprend à son compte les objectifs de la révolution « Dignité, liberté, travail ». L'espoir ne la quitte pas. Quatre organisations de la société civile tunisienne n'ont-elles pas reçu le prix Nobel de la paix en 2015 pour leur rôle majeur dans la réussite du dialogue national ? « Nous sommes devenus une référence dans le pays », se réjouit Asma. La Tunisie de demain a un beau visage.

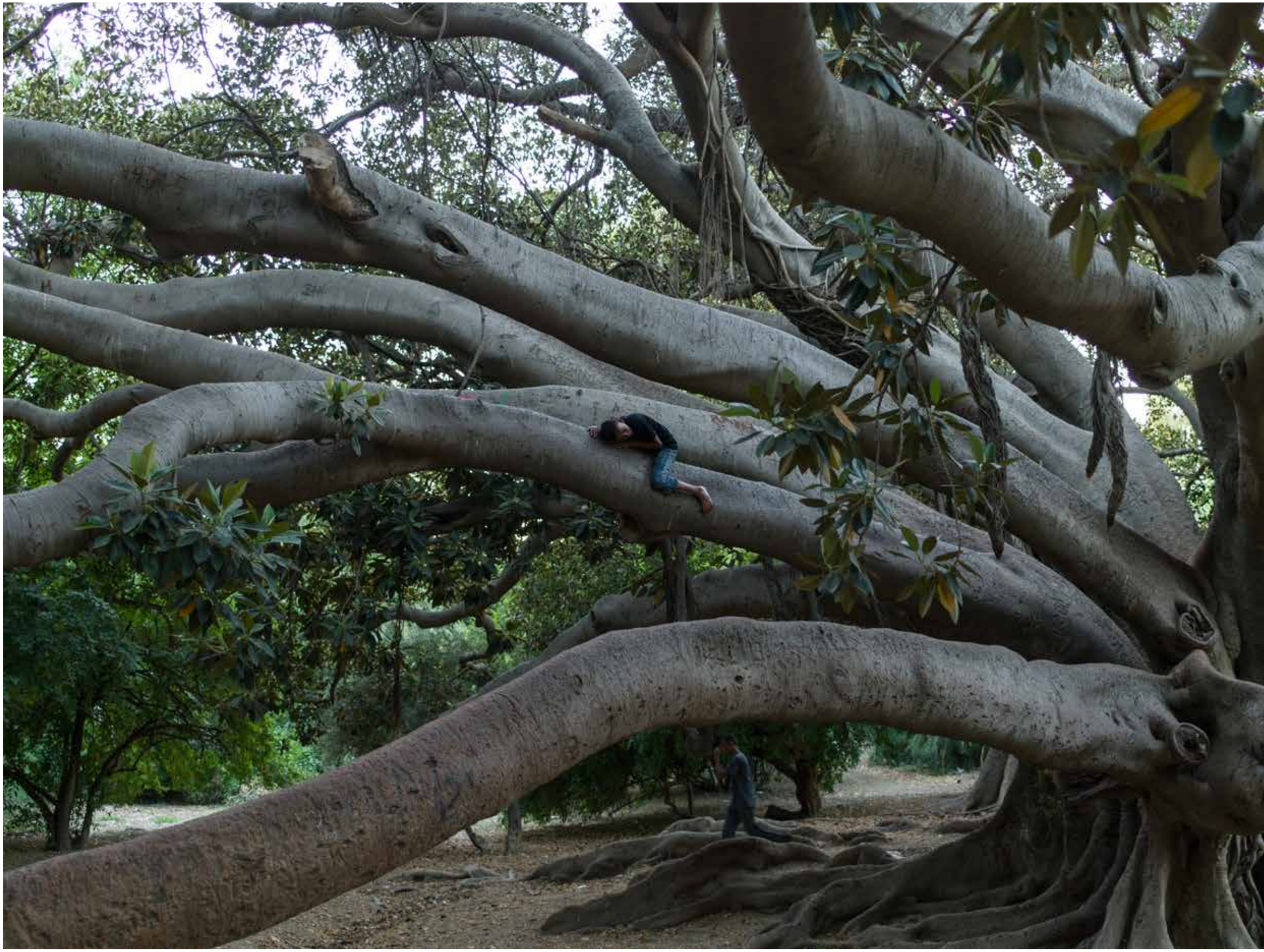
Tunisie, Tunis.
Un comédien de la troupe encadrée par Fanni Raghman Anni montre son tatouage, « Liberté » en arabe.

Double page suivante : Tunisie, Tunis.
Des femmes, issues principalement des quartiers les plus pauvres de Tunis, observent les jeunes comédiens et comédiennes se produisant dans un spectacle de rue.

Pages de gauche et droite, double page suivante : Tunisie, Tunis.
Spectacle de rue donné par les jeunes comédiens et comédiennes encadrés par l'association Fanni Raghman Anni. La pièce revient sur la révolution de 2011 ainsi que sur les violences qui ont suivi.

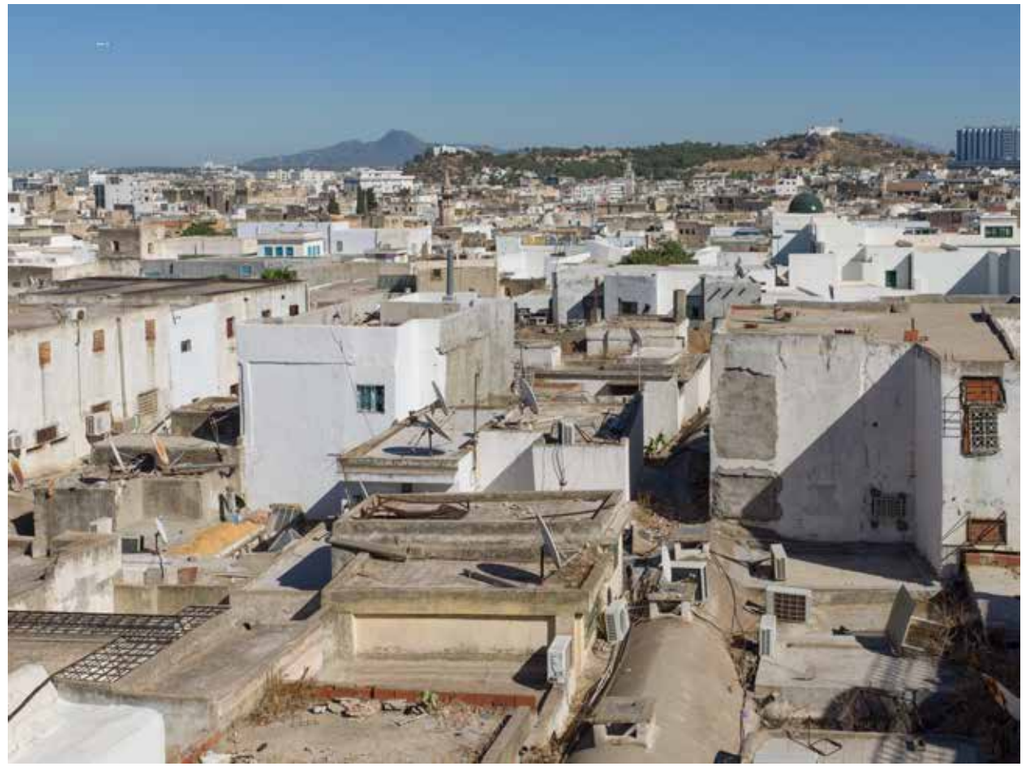
Tunisie, Tunis.
Asma supervise un atelier de théâtre.

Tunisie, Tunis.
Jeune comédien en train de répéter.



Tunisie, Tunis.
Un garçon allongé sur la branche d'un arbre. Sans emploi et sans perspective d'avenir, certains jeunes se tournent vers des groupes islamistes radicaux.

Tunisie, Tunis.
Asma et un adolescent dans le musée du Bardo.



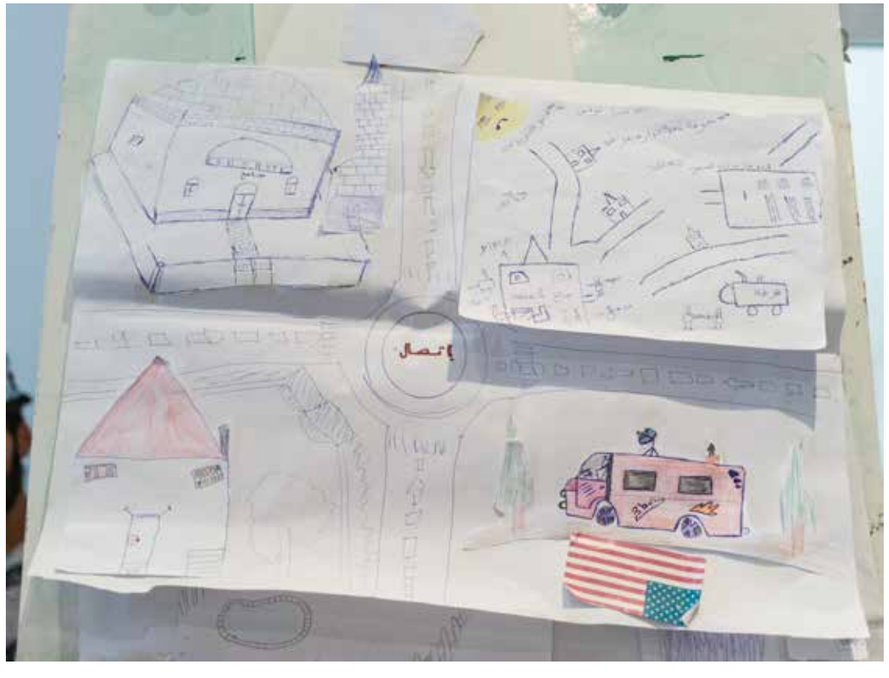
Tunisie, Tunis.
Vue de la vieille ville.

Page de gauche et page de droite, en haut :
Tunisie, Tunis.
Bus conduisant les enfants et adolescents de familles modestes visiter le musée du Bardo.

Page de droite, en bas : Tunisie, Tunis.
Portrait de l'opposant politique tunisien Chokri Belaïd, sous un pont dans le centre de la ville.

Tunisie, Tunis.
Dans la médina.

Tunisie, Tunis.
Un adolescent dans le musée du Bardo lors d'un des ateliers organisés par l'association d'Asma Kaouech.



Pages de gauche et droite : Tunisie, Tunis.
Des jeunes assistent à un atelier organisé par l'association Fanni Raghman Anni. Il est demandé aux participants de dessiner la maison de leurs rêves. Après cela, ils discutent de leurs idées et sont incités à exprimer ce qu'ils ressentent. La plupart d'entre eux ont dessiné de grandes maisons, dénonçant ainsi les inégalités et les injustices sociales. L'un d'entre eux dessine une maison où il est seul. Un autre dit : « Je ne peux pas imaginer une ville idéale, parce que je ne sais même pas à quoi ça ressemblerait, même en rêve. »

Pages de gauche et droite : Tunisie, Tunis.
Portraits de jeunes participant aux ateliers organisés par Fanni Raghman Anni.

Double page suivante : Tunisie, Tunis.
Asma Kaouech lors d'une manifestation contre la corruption dans le monde politique.

Tunisie, La Marsa.
Une famille sur la plage de La Marsa, au nord-est de la capitale.

Ameha Mekonnen

Éthiopie

par Enri Canaj

N’y allons pas par quatre chemins : la terreur règne en Éthiopie ! La coalition au pouvoir depuis un quart de siècle viole les droits de l’homme comme au temps de la sinistre terreur rouge, la dictature marxiste-léniniste du colonel Mengistu et de sa junte, à la fin des années 1980.
Ce climat irrespirable, cette peur qui colle à la peau, cette sensation d’être sans cesse suivi, écouté, menacé, c’est le quotidien d’Ameha Mekonnen, un avocat de 45 ans qui mène le combat seul, ou presque, contre tous.

Car ils ne sont pas légion, en Éthiopie, à défendre les libertés les plus inconcevables pour un régime autoritaire : la liberté de penser, la liberté d’expression, la liberté de critiquer, de manifester, de dire non. Albert Camus estimait qu’un stade de football plein à craquer, la scène d’un théâtre et le marbre d’un journal étaient les seuls endroits au monde où il se sentait innocent. Pour Ameha, qui n’est coupable de rien, il n’est que quatre lieux où il se sente en sécurité : dans sa voiture, dans son bureau du Human Rights Council, la seule association indépendante de défense des droits de l’homme en Éthiopie, dans un hôtel familial d’Addis-Abeba et enfin chez lui, parmi les siens, avec son épouse juriste et ses deux fillettes de 7 et 4 ans.

Éthiopie, Addis-Abeba. Août 2017.
Dans le cabinet d’Ameha Mekonnen, avocat défenseur des droits de l’homme et boursier du prix Sakharov.

Le photographe albanais Enri Canaj, qui l’a suivi six jours durant, a mesuré combien l’activité d’Ameha était risquée. « J’ai voulu montrer l’espoir qu’il incarne pour tous ces gens qu’il défend et qu’il parvient à faire sortir de prison, des blogueurs, des journalistes. Le voir agir donne une incroyable énergie. Mais j’ai aussi voulu montrer sa vie, sa lutte quotidienne, les difficultés qui se dressent devant lui. En aidant des personnes en danger, il se met lui-même en danger. » Enri Canaj n’a pas pu travailler comme il l’aurait souhaité. Il a dû se contenter d’espaces confinés pour photographier Ameha. Réaliser des images dans les lieux publics était hors de question. Les deux hommes communiquaient très peu par téléphone, se faisaient discrets.

Ameha Mekonnen

Éthiopie, Addis-Abeba.
Natnael Feleke et Getachew Shiferaw, blogueurs du collectif Zone 9.

Ameha était très nerveux. Enri aussi, qui devait dissimuler le véritable but de sa présence, songeant même à dire qu'il était venu en Éthiopie pour photographier des animaux. L'avocat lui a raconté que, peu de temps auparavant, il avait monté une opération de levée de fonds dans un hôtel de la capitale, en vue de récolter de l'argent pour son association. Tout était prêt quand la police est entrée et a tout empêché.

Pour autant, Ameha Mekonnen ne se cache pas des autorités. C'est ce qui force l'admiration d'Enri Canaj. Le photographe a pu rencontrer cinq des neuf blogueurs et journalistes qui avaient passé plus d'un an en prison. Ameha les en a sortis, mais ils n'avaient plus de travail, donc plus de moyens de subsistance. Aucune entreprise ne voulait les embaucher, même si les accusations de terrorisme portées à leur encontre étaient fausses. Il est mal vu par le régime de tendre la main à ces anciens prisonniers. Ils ont raconté au photographe leurs terribles conditions de détention, dans des cellules étroites où ils suffoquaient. Ameha a aussi présenté à Enri une jeune blogueuse du collectif Zone 9, emprisonnée et maltraitée quatorze mois durant. « Ameha a aussitôt décidé de la défendre », souligne le photographe. « Il a pensé à ses filles. Il ne supportait pas que l'une d'elles puisse un jour connaître un sort comparable. Sa famille, c'est sa colonne vertébrale. C'est elle qui l'encourage et le motive pour poursuivre sa tâche avec ferveur. À travers mes images, j'ai aussi voulu montrer tout ça : son courage, ses valeurs, ses inquiétudes et ses peurs, son dévouement comme avocat mais aussi en tant que père. » S'il est frustré de n'avoir pu immortaliser de très belles images de cet homme pour des raisons de sécurité, une scène a cependant marqué Enri Canaj. Un jour où Ameha venait à la rencontre des membres de son conseil, l'ascenseur est tombé en panne. Ameha se déplace toujours une canne à la main. Il a dû monter les étages, marche après marche, lentement, le bout de sa canne frappant le sol. « C'est une métaphore parfaite pour illustrer sa bataille en faveur des droits de l'homme. »

Le courage de ce défenseur des libertés fondamentales n'est pas un vain mot. Depuis novembre 2015, le pays est en proie à de graves troubles réprimés dans le sang par le pouvoir central aux mains des Tigréens, une ethnie minoritaire en Éthiopie. Les Oromo, qui composent l'ethnie majoritaire, contestent les expropriations de leurs terres au profit d'entreprises étrangères. Le pouvoir a plus d'une fois répliqué par des violences qui, selon Amnesty International, ont causé la mort de 800 personnes, tandis que des milliers de manifestants étaient arbitrairement arrêtés et détenus. Cette situation a empiré à partir du 9 octobre 2016, quand le gouvernement a décrété l'état d'urgence. Reconduit en mars 2017, il a été levé le 4 août de la même année. Mais entre-temps, près de 30 000 personnes ont été arrêtées, parmi lesquelles de nombreux journalistes et des leaders de l'opposition. Les rares militants à s'exprimer dans la presse tiennent à garder l'anonymat. Les anciens détenus gardent le

Éthiopie, Addis-Abeba.
Ameha Mekonnen en route vers son bureau, dans le district de Bole.

Éthiopie, Addis-Abeba.
Ameha se rend dans un restaurant proche de son lieu de travail.

souvenir de traitements dégradants. « Les policiers, non contents de les frapper, les obligeaient à se rouler comme des serpents sur du gravier, à fixer le soleil, à sauter comme des kangourous, les pieds joints, sur des centaines de mètres », a écrit le blogueur éthiopien Seyoum Teshome, un témoignage rapporté par Émeline Wuilbercq dans *Le Monde Afrique* du 26 mai 2017. Leurs crimes ? Ils avaient dénoncé la corruption au plus haut niveau de l'État, les trafics de terres au détriment des exclus. Ils avaient protesté devant les inégalités criantes, la dégradation des conditions de vie des plus pauvres. S'il critique le gouvernement, Ameha se refuse en revanche à le fustiger en termes d'antagonismes ethniques qui opposeraient les Tigréens au pouvoir et les autres. « Cette vision va à l'encontre de mes convictions », insiste-t-il. « Pour moi, le peuple et le groupe dirigeant forment deux entités distinctes. »

Pour cet homme de cœur, la partie est serrée. D'une sincère humilité — « Bien des défenseurs des droits de l'homme », dit-il, « devraient être mis en avant bien plus que moi » — mais obstiné, l'avocat ne recule pas d'un pouce face aux intimidations et aux dangers latents. Ses convictions, il les affirme sans détour : « Je me bats pour la liberté d'expression. Ce qui se passe chez nous est très grave. Sur le papier, notre Constitution est parfaite en termes de droits de l'homme. Mais notre gouvernement ne se sent pas engagé par ce texte ! Les membres de notre association sont sans cesse harcelés, trois d'entre eux séjournent régulièrement en prison. La définition du terrorisme en Éthiopie est la plus large que je connaisse au monde. Pour le pouvoir en place, tout un chacun est un terroriste en puissance ! Des journalistes ou des chefs de file de l'opposition dont le seul tort est d'émettre des avis contraires à ceux du gouvernement. Je pourrais aussi aller en prison simplement parce que je parle avec vous. Je vis en permanence sous cette menace. Cela ne m'empêche pas de m'exprimer publiquement pour dénoncer des irrégularités. Je vais au-delà de mon simple travail de juriste. Je tiens à ce que la moindre violation des droits soit portée à la connaissance de l'opinion publique. »

L'homme est lucide. Il maîtrise ses dossiers, joue sans cesse avec le feu pour défendre ses clients. La plupart sont en prison. Il va leur rendre visite, fait valoir inlassablement leurs droits. Certains sont aussi britanniques, allemands, norvégiens. Rien ne serait possible sans la structure du Human Rights Council qui, malgré des moyens très réduits, compte trois avocats sur cinq membres permanents. « Ce que je fais est légal », souligne encore Ameha, « mais je ne fais pas valoir les droits de ceux que je défends en douceur. » Un euphémisme pour dire que ses façons « rentre-dedans » pourraient un jour ou l'autre lui causer de gros ennuis. Pourtant il continue. Telle est sa mission. Sa raison de vivre, c'est qu'on ne meure pas de peur ou de désespoir en Éthiopie, qu'on ne meure pas de mauvais traitements, du fait de l'arbitraire, qu'on ne meure pas pour ses idées.

Éthiopie, Addis-Abeba.
Réunion de blogueurs du collectif Zone 9.
De gauche à droite : Natnael Feleke, 30 ans,
détenu pendant un an et six mois ;
Atnaf Berahane, 28 ans, arrêté en 2014
et détenu pendant un an et cinq mois ;
Mahlet Fantahun, 33 ans, arrêtée en 2015
et détenue pendant un an et trois mois ;
le journaliste Getachew Shiferaw, 32 ans,
arrêté à plusieurs reprises et dont
le cas est toujours en instance.

L'engagement d'Ameha pour les droits fondamentaux est né en 2006. Il était alors juriste au service du gouvernement. Un jour, ce dernier a voulu punir injustement un éminent professeur en raison des propos qu'il tenait à ses étudiants. Ameha a refusé de collaborer. Sa mauvaise volonté lui a valu nombre de représailles et de vexations, comme l'interdiction de se perfectionner dans le droit et de passer un master. Sa décision était prise. Il a quitté ses fonctions pour se consacrer entièrement à la défense des gens poursuivis pour délit d'opinion. « Je ne suis pas un politicien », explique-t-il. « Aujourd'hui, trente-six personnes accusées de terrorisme dépendent de moi. Au Human Rights Council, où je travaille comme volontaire, je suis responsable de trois instances : le comité de levée de fonds, le comité chargé des relations avec l'étranger et le comité pour l'éducation aux droits de l'homme. » Malgré ses responsabilités, l'homme reste serein au milieu des siens. Dans les yeux de ses filles, il lit l'avenir de son pays. Un avenir qu'il voudrait pacifique, heureux, tranquille. « Je suis plein d'espoir. C'est pourquoi je reste en Éthiopie. » Et de répéter : « Je ne mérite pas cette reconnaissance. »

Page de gauche :
Éthiopie, Addis-Abeba.
Dans le cabinet d'Ameha Mekonnen.

De gauche à droite, de haut en bas :
Éthiopie, Addis-Abeba.

Dans les bureaux du Human Rights Council, portraits de personnes ayant été tuées ou blessées par les autorités. À ce jour, personne n'a été poursuivi pour ces crimes.

Dans le cabinet d'Ameha Mekonnen. En 2015, il rejoint le Human Rights Council en tant que vice-président. La devise de l'association : « Tous les droits de l'homme pour tous ».

Ameha Mekonnen et un de ses collègues dans les locaux du Human Rights Council.

Éthiopie, Addis-Abeba.
Mahlet Fantahun et Atnaf Berahane.

Éthiopie, Addis-Abeba.
Vue de la ville.

Ameha Mekonnen

Éthiopie, Addis-Abeba.
Natnael Feleke a passé un an et six mois en prison. « Je suis chanceux », dit-il. Après avoir été libéré, il a trouvé du travail. Une étape qui reste très difficile pour les autres blogueurs.

Pages de gauche et droite :
Éthiopie, Addis-Abeba.
Sur le toit du bâtiment du Human Rights Council.

Double page suivante : Éthiopie, Addis-Abeba.
Ameha Mekonnen dans la banlieue
d'Addis-Abeba en fin d'après-midi.

Éthiopie, Addis-Abeba.
Le costume d'Ameha suspendu au placard de sa chambre.

Éthiopie, Addis-Abeba.
Ameha et ses enfants regardent la télévision.

Double page suivante : Éthiopie, Addis-Abeba.
La famille d'Ameha dans la cour de sa maison, un dimanche après-midi.

Éthiopie, Addis-Abeba.
Dans le salon.

Éthiopie, Addis-Abeba.
Ameha, sa femme et leur fille cadette pendant un repas de famille.

Double page suivante : Éthiopie, Addis-Abeba.
Ameha durant sa pause déjeuner, dans un restaurant à proximité de son bureau.

Éthiopie, Addis-Abeba.
Ameha Mekonnen en route vers son bureau,
dans le district de Bole.

Éthiopie, Addis-Abeba.
Ameha dans un hôtel familial qu'il connaît bien.
Un des rares lieux où il se sent en sécurité.

Double page suivante : Éthiopie, Addis-Abeba.
Sur le toit du bâtiment du Human Rights Council.

Jadranka Miličević

Bosnie-Herzégovine

par Bieke Depoorter

Pour faire connaissance avec Jadranka Miličević, pour la comprendre et saisir la profondeur de son engagement, il faut d'abord rappeler l'enfer d'où elle vient. Il tient en quelques mots qui firent plus de 200 000 morts. Siège de Sarajevo, massacre de Srebrenica. Guerre des Balkans. Martyre de la Bosnie-Herzégovine au temps du réveil meurtrier des nationalismes, sur les décombres de l'ex-Yougoslavie.

Un épisode parmi les plus sanglants et les plus meurtriers de la seconde moitié du XXe siècle, après la chute du mur de Berlin et du communisme soviétique. On ne le rappellera jamais assez : entre 1992 et 1995, à deux heures d'avion de Paris et de Berlin, à nos portes donc, l'Europe a abrité un foyer de barbarie qu'elle fut incapable d'éteindre seule. Elle laissa même aux États-Unis l'initiative des accords de paix de Dayton, dans l'Ohio, en décembre 1995, pour mettre fin aux combats interethniques. C'est une des premières choses qui ont frappé Bieke Depoorter, la photographe partie à la rencontre de Jadranka, 60 ans. Elle parle, parle, parle. Elle ne cesse de parler, de raconter, de se souvenir, persuadée qu'une des façons les plus efficaces de lutter pour la paix, c'est se souvenir des horreurs survenues. C'était hier. Moins de vingt-cinq ans. Une génération à peine. Et l'idée que tout pourrait recommencer si l'on n'y prenait pas garde, si des voix ne répétaient pas ad nauseam ce qui s'est passé dans cette partie des Balkans. Des milliers de femmes violées, d'hommes, de femmes et d'enfants déplacés contre leur gré, agressés, éliminés. Un nettoyage ethnique à grande échelle au nom d'une purification raciale d'un autre temps. Des exactions de toutes parts, perpétrées par des groupes paramilitaires et des milices privées, des civils contre d'autres civils, des frères entre eux, comme des loups. Alors oui, Jadranka est bavarde, un véritable moulin à paroles. Elle croit à la force des mots contre l'inertie de l'oubli. Partager des histoires, les transmettre encore et encore, c'est les empêcher de disparaître de la mémoire collective. Aujourd'hui, la destinée combative de Jadranka est racontée dans sept livres et deux films. Pas de culte de la personnalité, loin s'en faut. Mais pour elle un moyen d'agir, de rendre plus crédible sa démarche, par la vertu de l'exemple.

Bosnie-Herzégovine, Sarajevo. Août 2017.
Jadranka Miličević, militante des droits de l'homme et boursière du prix Sakharov, visitant la maison d'une famille rom.

Volim te!
BELIEVE

Double page précédente :
Bosnie-Herzégovine, Vareš.
Elda Šišić, la fille de Lejla Omerović.

En 1992, à la veille du conflit, Jadranka vit à Sarajevo. Une vie normale, avec son mari et ses deux enfants. « Je travaillais dans une banque, j'appartenais à la classe moyenne. Dès le début du conflit, j'ai quitté Sarajevo et je suis partie me réfugier en Serbie. À la minute où je suis devenue une réfugiée, je suis devenue une militante des droits de l'homme. Je ne voulais pas attendre que quelqu'un vienne à mon secours. C'est moi qui voulais aider les autres. Je précise que je suis partie avec un sentiment de culpabilité. J'ai laissé mon mari à Sarajevo. Je ne pouvais pas ne rien faire. » Dès décembre 1992, elle rejoint à Belgrade l'organisation féministe et pacifiste Women in black. Le début d'une lutte qui ne va plus cesser. « J'ai commencé ma nouvelle vie », se souvient Jadranka. « La seule vie que j'aime. Avec le sentiment que j'avais perdu trente ans, les trente premières années de mon existence. » Au sein de Women in Black, Jadranka établit des connections avec d'autres « gardiennes de la paix » vivant en Italie, en Espagne, en Allemagne et en Hongrie. Ensemble, elles créent des réseaux d'entraide pour soutenir les femmes maltraitées. Elles collectent et échangent les expériences de celles qui vivent dans les zones de conflit, comme la Bosnie et la Croatie, et que Jadranka appelle ses « amies ». « Nous avons réalisé des ouvrages en anglais illustrés par des témoignages. » Toujours la même obsession, le même leitmotiv : publier pour ne pas oublier, parler pour préserver la paix. C'est ainsi que la militante participe à la fondation de CURE Sarajevo, une organisation non gouvernementale (ONG) féministe et activiste dont l'objectif est de promouvoir l'égalité des sexes et de faire évoluer positivement la société grâce à des programmes éducatifs et culturels. Jadranka aide à la création d'antennes locales de CURE et dispense des formations pour permettre aux populations de subvenir à leurs besoins matériels. Par petits groupes, on apprend à vendre du miel ou des coussins parfumés à la lavande, on se donne des conseils et des outils pour subsister dans un environnement où, même après la guerre, les femmes sont tenues pour quantité négligeable. En particulier les femmes roms. C'est cette réalité de souffrance qui conduira Jadranka à rejoindre CARE, une autre ONG entièrement dédiée à l'aide envers ces femmes en butte aux discriminations.

CURE et CARE ; l'existence de Jadranka tient dans ces deux organisations qu'elle anime essentiellement en Bosnie-Herzégovine, en Serbie et au Monténégro. Militante à 100 %, 24 heures sur 24. Pas de vie personnelle, pas de vie privée. Il n'y a place que pour ses activités de terrain, de formation, d'élaboration de projets et de conventions afin d'obtenir notamment des aides de l'Union européenne. « On ne voit jamais notre mère », confie un de ses fils. Toujours en voyage afin d'animer des ateliers. « C'est sa vie », insiste Bieke Depoorter. « C'est la seule chose qui compte. Les gens qu'elle aide, elle ne veut pas les appeler "bénéficiaires". La plupart finissent par devenir ses amis. » On pourrait dire son autre famille, sinon sa vraie famille. « Ensemble, nous sommes parties de Sarajevo pour une tournée dans de nombreux villages alentour », ajoute la photoreporter. « C'était très important pour

Bosnie-Herzégovine, Vareš.
Jadranka rend visite à Lejla Omerović, qui habite dans un village isolé près de Vareš. En 2014, la maison de Lejla a été partiellement détruite par une inondation. La fondation CURE lui est venue en aide en rassemblant de l'argent pour réparer sa maison, mais il manque toujours des fonds pour commencer les travaux.

Jadranka Miličević

Jadranka. Elle voulait que je la photographie dans ces endroits. Chaque année, à la fin du mois de juillet, elle se rend aussi à Srebrenica avec de nombreux membres de la fondation CURE et de Women in black pour visiter le mémorial des victimes. Elle tient coûte que coûte à entretenir la mémoire des atrocités. » Jadranka confirme avec gravité : « Je voulais montrer ces lieux à Bieke. Certaines personnes que je connais ont perdu toute leur famille. Un de mes amis a vu disparaître ici cinquante-six des siens. » C'est grâce à l'initiative de femmes comme Jadranka que le mémorial de Srebrenica-Potočari a été inauguré en 2003, huit ans après le massacre. « Nous essayons de pousser le gouvernement à construire des lieux de mémoire. Nous aidons aussi les femmes isolées, veuves depuis la guerre, à défendre leurs droits. Et bien sûr, nous recherchons les corps des disparus. Au mémorial de Srebrenica-Potočari, 8 372 noms sont inscrits sur la liste des victimes, mais seules 6 800 dépouilles ont été retrouvées et identifiées. Les veuves et les mères attendent de pouvoir faire le vrai deuil de leurs disparus. Même après toutes ces années, cette situation reste très douloureuse. Comment revenir à une vie normale quand manquent tous ces morts ? »

Pour Bieke Depoorter, ce reportage n'a pas été simple. Elle admire et respecte profondément Jadranka, son engagement militant de chaque instant, sa manière de revendiquer un féminisme farouche, son opiniâtreté à vouloir redonner du pouvoir aux femmes, à leur permettre de se prendre en main, d'être autonomes, de jouir de prérogatives pleines et entières. Pour autant, la photographe a dû s'adapter à ce que Jadranka lui laissait voir. Partout où elle voyage, aux États-Unis comme en Égypte au moment de la révolution, Bieke cherche à établir une relation intime avec les personnes qu'elle prend dans son objectif. « La relation avec les gens est capitale », affirme Bieke. « Souvent, ils ne veulent pas être photographiés. En Bosnie, j'ai essayé d'expliquer ma démarche à Jadranka, car elle avait peur que je montre la pauvreté de leurs logements. La dernière nuit, j'ai pu faire comme je voulais. C'est ce que j'ai préféré. M'asseoir sur le lit des personnes qui me recevaient. Me retrouver seule avec une famille. Établir un climat de confiance propice à la confidence. »

Les photos de Bieke ne manquent pas d'humanité. C'est Lejla qui vit isolée dans un village. Violée pendant la guerre, battue par son mari, délaissée par sa famille ; sa vie est une épreuve. « Son courage lui a donné la force d'être heureuse aujourd'hui », tient à souligner Jadranka, pleine d'affection pour la jeune femme. Par l'intermédiaire de CURE, elle lui a apporté un soutien indispensable sous la forme d'une machine à coudre qui lui permet de fabriquer et de vendre sa production artisanale. En 2014, la maison de Lejla a été inondée. L'ONG de Jadranka est à nouveau intervenue pour secourir la jeune femme et l'éloigner d'une précarité qui menace sans cesse. C'est le quotidien de cette femme infatigable. Qu'elle soit à Sarajevo, au Monténégro ou en Serbie, elle se consacre à l'aide aux femmes roms au sein de CARE. À 17 heures, sa première journée terminée, elle enchaîne avec ses activités pour CURE. « Nous avons apporté notre aide à 15 000 femmes roms et roumaines jusqu'à présent. Nous leur avons permis d'aller chez le médecin, de passer des mammographies. Nous récoltons de l'argent pour financer des écoles, pour permettre aux plus démunis de garder leur logement. » Aussi longtemps que ses forces le lui permettront, elle poursuivra sur ce rythme. « Être militante, m'occuper des autres, c'est ce qui m'a permis de survivre », conclut Jadranka.

Bosnie-Herzégovine, Visoko.
La maison de Mirsada Bešić.

Bosnie-Herzégovine, Vareš.
Elda Šišić, la fille de Lejla Omerović.

Double page suivante : Bosnie-Herzégovine, Visoko.
La maison de Mirsada Bešić est la seule de la région à avoir l'eau courante. Ses voisins y viennent pour s'approvisionner.

Bosnie-Herzégovine, Visoko.
Harun avec la vache de la famille Bešić.

Bosnie-Herzégovine, Vareš.
Lejla Omerović et sa famille dans un champ.

Bosnie-Herzégovine, Sokolac.
Jadranka discute avec une jeune féministe, Jovana Boljanić, et son père, Bogdan. Jovana et Jadranka se sont rencontrées à l'un des ateliers animés par Jadranka. Jovana a lancé Art Queer, une organisation militante. Au départ, le père et le frère de Jovana étaient contre son activisme et elle devait se rendre aux réunions en secret. À présent, le père de Jovana la soutient davantage et a autorisé Jadranka à visiter leur maison de famille pour la première fois.

Double page suivante :
Bosnie-Herzégovine, Sokolac.
Jovana Boljanić dans sa chambre, le lieu où elle se sent libre d'être elle-même. Elle y garde de nombreuses choses, dont son drapeau aux couleurs de l'arc-en-ciel, qu'elle cache malgré tout à son frère et à son père.

Double page précédente :
Bosnie-Herzégovine, Sokolac.
Jovana porte son tablier rouge, en souvenir d'un atelier animé par Jadranka auquel elle avait assisté sept ans auparavant. Depuis, les deux femmes sont restées en contact. La ville d'origine de Jovana est très conservatrice, elle dit être la première fille à y avoir porté des jeans.

Ci-dessus : Bosnie-Herzégovine, Sarajevo.
Asja, l'assistante de Jadranka.

Ci-dessus : Bosnie-Herzégovine.
Jadranka en route lors de sa visite au mémorial de Srebrenica-Potočari.

Double page suivante :
Bosnie-Herzégovine, Srebrenica.
Tous les ans, Jadranka se rend au mémorial de Srebrenica-Potočari avec des membres de la fondation CURE et de Women in black pour commémorer le génocide.

Bosnie-Herzégovine.
Jadranka voyage à travers la Bosnie, la Serbie et le Monténégro pour animer ses ateliers.

Ci-dessus : Bosnie-Herzégovine, Sarajevo.
Jadranka discutant avec Majka Mejra (« Mère Mejra »). Mejra a perdu ses deux enfants et son époux durant la guerre. Sa famille fut emprisonnée en 1998 puis exécutée. Elle a passé des années à essayer de localiser leurs corps. Elle aide aujourd'hui d'autres familles à retrouver leurs parents disparus.

Deux doubles pages suivantes :
Bosnie-Herzégovine, Kakanj.
Dans la maison de Nuna Zemina Vehabović. Nuna a lancé le projet « Center for Mother Hope » avec une amie, mais le dirige aujourd'hui seule. Elle fait aussi partie du gouvernement local et est impliquée dans la défense des Roms à Kakanj. Ils sont plus de 2 600 à vivre ensemble dans un quartier de la ville.

Ci-dessus et page de droite, en haut :
Bosnie-Herzégovine, Kakanj.
Dans la maison de Nuna Zemina Vehabović.

Ci-dessus, en bas :
Bosnie-Herzégovine, Sarajevo.
Dans la maison d'une famille rom.

Bosnie-Herzégovine, Kakanj.
Dans la maison de Nuna Zemina Vehabović.

Double page suivante : Bosnie-Herzégovine, Sarajevo.
Jadranka chez elle.

Ils défendent nos libertés

Éric Fottorino

Droits de l'homme. Trois petits mots qui viennent de loin. Trois petits mots à main nue pour empêcher que l'être humain devienne son propre prédateur. Derrière cette expression, combien d'idéaux et de combats mêlés, combien de visages suppliciés, effacés du monde des vivants, combien de chartes, de résolutions, de protocoles et de pactes, de conventions et de pétitions, combien d'espoirs et de luttes contre l'arbitraire, combien d'endroits sur cette planète où la force du droit l'aura enfin emporté sur le droit — ou le non-droit — de la force ?

Des victoires toujours précaires qui, faut-il le rappeler, ne résistent jamais au « plus jamais ça » des grands sentiments sans lendemain. C'est ainsi, malgré les textes les plus solennels engageant les nations, que le xx^{e} siècle a vu se répéter les génocides alors que la Déclaration universelle des droits de l'homme de décembre 1948 se voulait intraitable dès son préambule : « Considérant que la méconnaissance et le mépris des droits de l'homme ont conduit à des actes de barbarie qui révoltent la conscience de l'humanité, l'avènement d'un monde où les êtres humains seront libres de parler et de croire, libérés de la terreur et de la misère, a été proclamé comme la plus haute aspiration de l'homme ». En découlait l'article 1er de ce texte portant l'empreinte d'Eleanor Roosevelt et du juriste français René Cassin : « Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. » Après la Shoah viendront les massacres de masse perpétrés au Cambodge par Pol Pot et les Khmers rouges, le génocide rwandais, les tueries de Srebrenica des soldats serbes à l'encontre du peuple bosniaque. D'autres massacres en Amérique Latine, au Darfour, en République démocratique du Congo, en Iraq, au Yémen et en Syrie — la liste n'est pas limitative — n'ont cessé de battre en brèche ces droits fondamentaux de la personne humaine que la communauté internationale continue pourtant coûte que coûte de proclamer universels, inaliénables et indivisibles.

Double page précédente : **Moises Saman**
Libye, Zawiyah. 2011.
Un militant pro-Kadhafi montre un portrait du dictateur.

Ci-contre : **Larry Towell**
Territoires palestiniens, Gaza. 1993.
Des enfants jouent avec des pistolets en plastique.

S'il fallait inventorier les grands manquements de l'homme à l'homme, on mettrait en lumière au moins trois types de répression à grande échelle qui ont coexisté après la fin de la deuxième guerre mondiale. D'abord le communisme d'État, totalitaire et impérialiste, avec le goulag soviétique et ses zeks, l'étranglement par Moscou des révoltes dans les pays satellites de l'ex-URSS — Budapest en 1956, Prague en 1968 — ou encore la révolution culturelle chinoise et son million de morts entre 1966 et 1968, sans oublier l'écrasement des révoltes étudiantes de la place Tian'anmen et les massacres des pacifiques Tibétains. Ensuite les guerres coloniales qui, du Viêt Nam au continent africain, ont décimé massivement les populations civiles, transformant les enfants en chair à canon, les femmes en objets sexuels, et poussé des millions de civils sur les routes de l'exil. Les guerres du Viêt Nam, bien sûr, mais aussi la guerre d'Algérie qu'on tenait à l'époque pour de simples troubles. Enfin, les dictatures latino-américaines, du Brésil de Vargas au Chili de Pinochet en passant par l'Argentine de la junte militaire du général Videla. Dans les années 1970, ces régimes ont fourni les représentations les plus frappantes des atteintes aux droits de l'homme. Qui a oublié ces jeunes opposants jetés à la mer du haut d'hélicoptères ou la lutte obstinée des Mères de la place de Mai — surnommées par les militaires les « Folles de la place de Mai » — pour retrouver leurs enfants enlevés pendant la longue nuit argentine ? Ces mères courage reçurent en 1992 le prix Sakharov, qui célèbre cette année son trentième anniversaire.

Alex Webb
Nicaragua, Puerto Cabezas. 1992.
Enfant de la minorité Mosquito.

Il n'est d'ailleurs qu'à lire les noms de ses lauréats pour mesurer combien la lutte pour le respect des droits de l'homme se déploie sur tous les fronts : respect de la démocratie, garantie de la liberté de penser, lutte contre la torture et contre toute forme de discrimination, dénonciation des privations arbitraires de liberté pour des motifs religieux ou raciaux, politiques ou liés à l'orientation sexuelle. Décernée pour la première fois en 1988 à Nelson Mandela et à Anatoli Martchenko (à titre posthume), cette distinction prestigieuse ne traduit pas seulement la volonté du Parlement européen de défendre les droits fondamentaux. Elle vise aussi à soutenir des hommes et des femmes qui courent de très grands risques pour faire progresser les libertés dans leurs pays respectifs. Les exposer à la lumière, c'est souvent, aussi, vouloir les protéger de leurs ennemis et leur offrir de bruyants soutiens. Car défendre les libertés et la démocratie est sous presque toutes les latitudes une activité dangereuse que bien des militants paient de leur vie. Parmi les lauréats du prix Sakharov figurent des héros autrefois anonymes, devenus les porte-paroles d'un combat. Ainsi le docteur Denis Mukwege, sauveur de tant de femmes atrocement mutilées en République démocratique du Congo, la jeune Pakistanaise Malala Yousafzaï ou encore ces deux jeunes Yézidies d'Iraq, Nadia Mourad et Lamiya Aji Bachar, qui ont échappé aux pires horreurs perpétrées par Daech avant de brandir le flambeau de la lutte contre la traite des femmes. Des mères, des artistes, un dessinateur, des militants de terrain contre la torture ou pour la paix, des représentants de minorités ethniques, et aussi les Nations unies en tant qu'institution, le prix Sakharov fait preuve depuis l'origine d'éclectisme et d'audace pour consacrer la figure humaine de ceux qui défient l'inhumain.

Depuis les années 2000, il n'est pas un mouvement de contestation majeure qui ne soit né d'une atteinte aux droits de l'homme et à la dignité des personnes. Les révolutions arabes n'auraient peut-être pas éclaté si le 17 décembre 2010 à Sidi Bouzid, en Tunisie, le jeune marchand ambulant Mohamed Bouazizi ne s'était immolé par le feu en signe de désespoir et d'accusation d'un système inique mis en place par Ben Ali et son clan. Privé de sa charrette et de sa balance, il n'était plus rien. Le conflit en Syrie trouve ses racines profondes dans le supplice de gamins de 13 ans qui écrivaient sur les murs de Damas « Bachar, dégage ! ». Le président syrien allait s'illustrer par d'autres tueries contre son propre peuple, usant même à plusieurs reprises d'armes chimiques au gaz sarin pour anéantir des milliers d'innocents, à la Goutha en 2013 puis, quatre ans plus tard, à Khan Cheikhoun dans le nord-ouest du pays. Le martyre de la ville d'Alep fin 2016 a montré s'il en était besoin la déshumanisation des forces gouvernementales, avec la complicité de la Russie. Entre mille images du désastre, l'opinion mondiale a gardé le souvenir d'Anas al-Basha, le « clown d'Alep » qui amusait les

Double page suivante : **Hiroji Kubota**
Corée du Nord, Chongjin. 1986.
Un portrait géant du président Kim Il Sung à l'entrée du complexe sidérurgique Kim Chaek.

enfants sous les bombes et qu'une frappe aérienne tua « dans un endroit en proie aux plus sombres ténèbres et aux pires dangers », déclara son frère lors de ses obsèques.
Le voyage n'est pas fini. La République démocratique du Congo (RDC) est le théâtre régulier d'hécatombes perpétrées par les milices et l'armée, dans une confusion et une impunité totales. Agressions, passages à tabac, enlèvements, déplacements, on ne compte plus les violations des droits de l'homme dans ces pays d'Afrique où les conflits armés font partie du quotidien depuis de longues années, du Nigeria au Cameroun — sous la férule du groupe Boko Haram, du Mali à la Somalie, au Soudan et au Tchad. À l'est du Congo, dans la région des Grands Lacs, n'oublions pas que plus de six millions de personnes ont perdu la vie depuis la Seconde Guerre mondiale, faisant de cette région un des lieux les plus meurtriers de l'histoire contemporaine.

Quant à l'Amérique latine, elle reste un des endroits du monde où la vie humaine est de peu de prix. « Le "triangle Nord" centraméricain — Guatemala, El Salvador et Honduras — était en 2016 l'une des régions les plus violentes du monde », souligne le dernier rapport d'Amnesty International. « Le nombre d'homicides y était plus élevé que dans la plupart des zones de conflit de la planète. Le Salvador présentait un taux d'homicides de 108 pour 100 000 habitants, soit l'un des plus élevés du monde. » Si la situation s'est améliorée en Colombie après l'accord intervenu entre le gouvernement et les guérilleros des FARC (Forces armées révolutionnaires de Colombie), preuve que des réconciliations sont toujours possibles entre des ennemis de cinquante ans, le Venezuela sombre dans la dictature du président Nicolás Maduro sur fond de crise économique, de musèlement des institutions démocratiques, de répression des opposants.

Si on étalait la carte des violations manifestes et récentes des droits de l'homme, il faudrait encore ajouter le sort moins connu réservé aux Hmongs du Laos, ou aux minorités du Turkménistan, pays résolument fermé à toute enquête sur les libertés. Enfin, mais qui peut l'ignorer, la Méditerranée est devenue le cimetière des migrants venus de Libye, de Syrie, du Yémen, du Soudan ou du Mali, sans qu'aucune issue à ces drames ne soit visible à court terme. Citons encore toutes les violations qui échappent au regard des médias, et ces défenseurs des libertés qui restent dans l'angle mort de la société de l'information.

Ce catalogue sans fin de souffrances et de défaites est-il le signe que les droits fondamentaux ne cessent de reculer ? Les choses ne sont pas si simples et, partant, pas si sombres. De quoi parle-t-on ? L'ancien ambassadeur français pour les droits de l'homme, François Zimeray, a donné de cette notion une définition claire et dépassionnée : « Les droits de l'homme », écrit-il, « ce n'est ni de la morale ni même des valeurs. Leur respect ne doit rien aux symboles, encore moins à l'indignation. Ce sont des droits issus de compromis politiques et, par conséquent, imparfaits. Des droits qui existent ou n'existent pas sont

Christopher Anderson
Chili, Santiago. 1995.
Parade militaire en l'honneur d'Augusto Pinochet en face du palais présidentiel.

appliqués ou bien violés. Le droit de ne pas être torturé, celui de bénéficier d'un procès équitable, le droit à l'égalité des hommes et des femmes, le droit des enfants à vivre leur enfance. Tous concourent au respect de la dignité humaine ; c'est cette finalité qui leur confère une force morale. » (François Zimeray, *J'ai vu partout le même visage. Un ambassadeur face à la barbarie du monde*, Plon, Paris, 2016).

À l'aune de cette vision, les droits de l'homme n'ont cessé de progresser depuis les procès de Nuremberg (1945-1946), où furent jugés les principaux dignitaires nazis, jusqu'à la création de la Cour pénale internationale (CPI) en 2002, apogée de la notion d'universalisme. Non que ce demi-siècle, on l'a vu, n'ait pas eu son lot de drames sanglants. Mais les droits n'ont cessé d'être complétés depuis les 30 articles contenus en tout et pour tout dans la Déclaration universelle de 1948, laquelle ne disait pas un mot sur la condition des enfants. Au fil des années, on a vu naître des protections nouvelles en faveur des réfugiés et des apatrides, des femmes et des enfants. Des droits économiques, sociaux et culturels ont été proclamés, la lutte contre les discriminations a été détaillée et renforcée, à l'échelon des Nations unies, du Conseil de l'Europe et d'autres instances multilatérales. S'agissant de la CPI, on doit admettre l'avancée que constitue la naissance d'une instance qui lutte en amont contre de potentielles exactions, à l'inverse des autres tribunaux d'exception qui, du Rwanda à l'ex-Yougoslavie, sont apparus a posteriori, une fois les drames survenus, en contradiction avec la notion même de droit.

Au titre des acquis récents, il faut encore mentionner l'admission du droit d'ingérence en 2004-2005, que le droit international reconnaît sous ce vocable explicite: responsabilité de protéger. Ce grand progrès a cependant connu un recul après l'intervention internationale en Libye. Les forces occidentales ont outrepassé le mandat légal qui leur avait été confié, provoquant un brutal changement de régime. Il n'est pas certain que le droit d'ingérence sortira indemne de l'aventure libyenne, même si intervenir dans ce pays s'imposait.

Au-delà des atteintes permanentes aux droits de l'homme perpétrées par les régimes autoritaires, cette notion si précieuse est aujourd'hui exposée à un risque majeur : la remise en cause du principe d'universalité. De nombreux pays d'Asie, du monde arabe, mais aussi les États-Unis, s'efforcent de réduire la portée des droits de l'homme au nom de différences culturelles et de circonstances exceptionnelles qui justifieraient selon eux d'adapter ces droits, sinon de s'y soustraire, au nom de singularités discutables. Théorisée par l'ancien premier ministre malais Mahathir ibn Mohamad, la notion de « valeurs asiatiques » est ainsi brandie par les autorités chinoises pour affirmer que ces particularismes sont supérieurs aux normes internationales. « Ces spécificités », a pu encore écrire François Zimeray, « voudraient que les libertés civiles et politiques soient moins essentielles que celles de produire, consommer et obéir. » En d'autres termes, il y aurait droits de l'homme et droits de l'homme, deux poids et deux mesures, une compétition des normes avec avantage aux règles nationales au nom de la tradition, des habitudes, du chacun chez soi, du chacun pour soi. On observe la même volonté de rétrécir le principe d'universalité de ces droits chez les dirigeants des pays musulmans de l'Organisation de la conférence islamique (OCI). La Charte islamique des droits de l'homme rendue publique dès 1990 rend les bénéficiaires de ces droits moins égaux selon qu'ils sont homme ou femme. Mais ces tentatives ne sont pas propres aux régimes autocratiques. Sans y renoncer, les États-Unis — ceux de George W. Bush avant ceux de Donald Trump — ont de leur côté amoindri les droits fondamentaux avec des pratiques justifiées à leurs yeux par des causes supérieures. Les actes de torture de l'armée américaine en Iraq ou les privations de libertés dans la prison de Guantánamo illustrent ce relativisme. Mais au nom d'un droit, peut-on impunément en sacrifier un autre ?

La notion d'universalité est en outre contestée par trois pays africains — l'Afrique du Sud, la Gambie et le Burundi —, qui ont annoncé leur volonté de se retirer de la CPI (plus précisément du statut de Rome) au prétexte que la Cour de La Haye ciblerait en priorité les dirigeants africains. Un mauvais procès qui met surtout en lumière l'impunité dont nombre d'entre eux ont bénéficié pendant des décennies. « L'Union africaine a continué à appeler les États à ignorer leur obligation internationale d'arrêter le président soudanais Omar el-Béchir, recherché par la CPI pour génocide », dénonce Amnesty International. « En mai 2016, l'Ouganda ne l'a pas arrêté pour le remettre à la CPI, manquant à ses obligations vis-à-vis de centaines de milliers de personnes tuées ou déplacées pendant le conflit au Darfour. »

Ces inflexions montrent que les droits de l'homme universels doivent à présent disputer leur territoire à un adversaire de plus en plus puissant : les souverainetés communautaires et l'esprit identitaire. La menace est grande de voir l'individu nié au nom de ces approches restrictives. D'oublier qu'il existe des droits accordés à chacun au seul motif qu'il est vivant et citoyen du monde, membre à part entière de la communauté des hommes. Pour autant, le combat n'est pas perdu. Il est une lutte de chaque instant, démultipliée par tous ceux qui, là où ils vivent, là où ils souffrent, apportent leur pierre à l'édifice commun. C'est le cas exemplaire des trente lauréats du prix Sakharov qui, depuis trente ans, ouvrent les portes de l'espérance et empêchent qu'elles se referment. Défendre les droits de l'homme, c'est d'abord défendre leurs défenseurs.

Double page précédente : **Thomas Dworzak**
Russie, Grozny. 2002.
Une jeune fille avec des ballons. À l'arrière-plan, les destructions causées par les deux guerres de Tchétchénie.

Le prix Sakharov

Décerné pour la première fois en 1988 à Nelson Mandela et à Anatoli Martchenko, le prix Sakharov pour la liberté de l'esprit est la plus haute distinction accordée par l'Union européenne pour l'action en faveur des droits de l'homme. Le prix honore les personnes, les groupes et les organisations qui ont apporté une contribution exceptionnelle à la défense de la liberté de pensée. Par ce prix et le réseau qui y est associé, l'Union européenne soutient les lauréats, et ainsi les valorise et les affermit dans les causes qu'ils défendent.

À ce jour, le prix a été attribué à des dissidents, à des dirigeants politiques, à des journalistes, à des juristes, à des militants de la société civile, à des écrivains, à des mères et à des épouses, à des dirigeants de minorités, à un groupe antiterroriste, à des militants pour la paix, à un militant pour l'interdiction de la torture, à un auteur de bandes dessinées, à des prisonniers d'opinion longuement détenus, à un réalisateur cinématographique, à l'Organisation des Nations unies (ONU) dans son ensemble, et même à une enfant défendant le droit à l'éducation. Il promeut notamment la liberté d'expression, les droits des minorités, le respect du droit international, et l'instauration de la démocratie et de l'état de droit.

Doté de 50 000 euros, le prix Sakharov est remis à la fin de chaque année au cours d'une séance plénière officielle du Parlement européen, à Strasbourg. Les groupes politiques du Parlement ont chacun la possibilité de désigner plusieurs candidats, de même que les députés à titre individuel, à condition que chaque candidature soit appuyée par au moins quarante parlementaires. Les candidats sont présentés lors d'une réunion commune des commissions des affaires étrangères et du développement et de la sous-commission des droits de l'homme, après quoi les membres des commissions en formation plénière votent pour sélectionner les trois finalistes. Le lauréat — ou, parfois, les lauréats — est ensuite choisi par la conférence des présidents. Cet organe du Parlement européen, dirigé par le président et composé des présidents de tous les groupes politiques représentés au Parlement, fait de la désignation du lauréat un choix authentiquement européen.

Les lauréats du prix Sakharov

2017 Opposition démocratique au Venezuela

2016 Nadia Mourad et Lamiya Aji Bachar

2015 Raïf Badawi

2014 Denis Mukwege

2013 Malala Yousafzaï

2012 Nasrine Sotoudeh et Jafar Panahi

2011 Printemps arabe (Mohamed Bouazizi, Ali Ferzat, Asmaa Mahfouz, Ahmed Al-Senoussi et Razan Zaitouneh)

2010 Guillermo Fariñas

2009 Memorial (Oleg Orlov, Sergueï Kovalev et Lioudmila Alexeïeva, au nom de Memorial et de tous les autres défenseurs des droits de l'homme en Russie)

2008 Hu Jia

2007 Salih Mahmoud Mohamed Osman

2006 Alexandre Milinkevitch

2005 Les Dames en blanc, Hauwa Ibrahim et Reporters sans frontières

2004 Association biélorusse des journalistes

2003 Kofi Annan, secrétaire général des Nations unies, et l'ensemble du personnel des Nations unies

2002 Oswaldo José Payá Sardiñas

2001 Izzat Ghazzawi, Nurit Peled-Elhanan et Dom Zacarias Kamwenho

2000 ¡Basta Ya!

1999 Xanana Gusmão

1998 Ibrahim Rugova

1997 Salima Ghezali

1996 Wei Jingsheng

1995 Leyla Zana

1994 Taslima Nasreen

1993 Oslobodjenje

1992 Les Mères de la place de Mai

1991 Adem Demaçi

1990 Aung San Suu Kyi

1989 Alexander Dubček

1988 Nelson Rolihlahla Mandela et Anatoli Martchenko (à titre posthume)

Le rôle du Parlement européen

Selon les sondages d'opinion, les citoyens de l'Union européenne estiment que les droits de l'homme sont la valeur que le Parlement européen devrait défendre en priorité. Ancrés dans les traités de l'Union et la Charte des droits fondamentaux, ils font partie intégrante des politiques de l'Union en matière de relations extérieures, dont son plan d'action 2015-2020 en faveur des droits de l'homme et de la démocratie. Dans ses relations avec les pays tiers, l'Union doit promouvoir la démocratie, l'état de droit, l'universalité et l'indivisibilité des droits de l'homme et des libertés fondamentales, le respect de la dignité humaine, les principes d'égalité et de solidarité et le respect des principes de la Charte des Nations unies et du droit international. Le Parlement européen joue un rôle central dans la défense et la promotion de la démocratie, de la liberté d'expression, de l'équité des élections et de l'universalité des droits de l'homme.

Outre l'attribution, chaque année, du prix Sakharov, le Parlement européen défend et promeut les droits de l'homme en adoptant des résolutions sur des situations d'urgence en matière de droits de l'homme, en publiant un rapport annuel sur les droits de l'homme et la démocratie dans le monde et la politique de l'Union européenne en la matière, en entretenant un dialogue et des relations diplomatiques au niveau parlementaire avec ses instances homologues et les autorités des pays tiers, en organisant des auditions en commission sur les questions de droits de l'homme, en participant à des missions d'observation électorale dans le monde entier, en menant des actions conjointes par l'intermédiaire du réseau du prix Sakharov, en attribuant la bourse Sakharov pour les défenseurs des droits de l'homme et en menant d'autres actions en matière de droits de l'homme en partenariat avec les parlements nationaux et la société civile.

Par les résolutions d'urgence sur les droits de l'homme qu'il adopte lors de chaque session plénière à Strasbourg, le Parlement européen attire l'attention et prend position sur des violations des droits de l'homme commises dans le monde. Il réaffirme également son opposition inflexible à la torture et à la peine de mort et son engagement indéfectible pour la protection des défenseurs des droits de l'homme, la prévention des conflits, la promotion des droits des femmes et des enfants, la protection des minorités, ainsi que la défense des droits des peuples indigènes et des droits des personnes handicapées sur l'ensemble du globe. Les résolutions du Parlement européen donnent souvent lieu à des démarches de la part du Conseil des ministres, de la Commission et du Service européen pour l'action extérieure, et ont parfois un effet immédiat sur les actions des gouvernements concernés.

Le Parlement exerce un contrôle sur les relations extérieures de l'Union et, en vertu de ses pouvoirs législatifs, peut bloquer la conclusion d'accords avec d'autres pays si des atteintes graves aux droits de l'homme et aux principes démocratiques y sont constatées. Le Parlement exige le strict respect des clauses

relatives aux droits de l'homme systématiquement inscrites dans ces accords. Il a ainsi appelé, en avril 2011, l'Union européenne à suspendre les négociations en vue d'un accord d'association entre l'Union et la Syrie et, en septembre 2011, l'accord de coopération de l'Union avec la Syrie a été en partie suspendu « jusqu'à ce que les autorités syriennes mettent fin aux violations systématiques des droits de l'homme ».

La politique étrangère et de sécurité commune et la politique de coopération au développement de l'Union ont notamment pour objectif « le développement et le renforcement de la démocratie et de l'état de droit, ainsi que le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales ». Cet objectif a été incorporé de manière explicite dans la législation, en grande partie grâce à l'action du Parlement européen. Le Parlement européen adopte chaque année un rapport sur le rapport annuel au Parlement européen du haut représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité et vice-président de la Commission relatif aux principaux aspects et aux choix fondamentaux de la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) de l'Union.

Au sein du Parlement, les travaux sur les droits de l'homme sont du ressort, en premier lieu, de la sous-commission des droits de l'homme (DROI), qui offre un espace de débats réguliers dans lequel députés, acteurs internationaux, experts et représentants de la société civile proposent des réponses et évaluent les mesures prises aux niveaux européen et international. En outre, la sous-commission des droits de l'homme rejoint ou convie fréquemment pour de tels débats d'autres commissions du Parlement européen. Ses rapports et ses résolutions sont adoptés par la commission des affaires étrangères (AFET). La commission du développement organise elle aussi régulièrement des débats sur les droits de l'homme dans les pays en développement. Par ailleurs, lors de leurs déplacements dans les pays, les délégations des commissions se penchent également sur les questions de droits de l'homme.

Le Parlement a renforcé son rôle dans la défense des droits de l'homme en soutenant la démocratie parlementaire et le dialogue politique parlementaire, en organisant, par l'intermédiaire de ses délégations permanentes, des auditions avec des représentants de la société civile de pays tiers et en envoyant des délégations ad hoc pour évaluer la situation des droits de l'homme sur le terrain. Les principales enceintes de dialogue politique entre le Parlement européen et les députés de pays ne faisant pas partie de l'Union européenne sont l'Assemblée parlementaire paritaire ACP-UE, l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée, l'Assemblée parlementaire Europe-Amérique latine (Eurolat) et l'Assemblée parlementaire Euronest avec les partenaires d'Europe orientale.

Le Parlement européen a déjà fait usage de ses pouvoirs budgétaires afin d'accroître considérablement les ressources affectées aux programmes ayant trait à la démocratie et aux droits de l'homme et a lutté avec succès pour le maintien de l'Instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme (IEDDH), instrument financier et politique essentiel pour soutenir les représentants de la société civile et les défenseurs des droits de l'homme, notamment lorsque leur vie est menacée.

Outre son action en faveur des droits de l'homme, le Parlement européen soutient la tenue d'élections libres et équitables dans les pays tiers, cette condition étant essentielle pour instaurer la démocratie, garantir la légitimité et raffermir la confiance des citoyens dans les institutions. Des députés au Parlement européen dirigent ou rejoignent régulièrement les missions d'observation électorale de l'Union, destinées à garantir le respect plein et entier du droit des peuples à choisir leurs dirigeants.

Double page suivante : **Nikos Economopoulos**
Turquie, Yozgat. 1990.
Rassemblement politique.

Luxembourg : Office des publications
de l'Union européenne, 2017

Print
ISBN 978-92-846-1597-1
doi:10.2861/24471
QA-01-17-954-FR-C

PDF
ISBN 978-92-846-1568-1
doi:10.2861/615863
QA-01-17-954-FR-N

Printed by Bietlot in Belgium

Vous trouverez de plus amples informations
sur les sites internet suivants :
europarl.europa.eu
europarl.europa.eu/sakharov